

CHAPITRE XI.

**Le pouvoir conspire lui-même l'abrutissement du peuple.
— Les meilleurs remèdes se changent en poison. — De
l'éducation des classes laborieuses. — De l'état du haut
enseignement. — De la presse. — On fait des lois dans
l'intérêt de la corruption.**

**Le mal fait des progrès d'autant plus
rapides, que personne au fond ne se soucie
d'y porter remède. Je ne croirai jamais
que tant d'hommes qui se sont arrangés
d'abord pour vivre de corruption, puissent**

travailler sincèrement à la détruire. Ils ne sauraient se faire illusion sur le malheureux état de la France : mais ce qu'ils redoutent encore plus que sa ruine, c'est un changement de fortune et l'obligation pour eux de vivre en gens de bien. Aussi voyons-nous comme entre hommes d'État on use aujourd'hui d'indulgence, comme on se ménage, comme on se pardonne la honte et l'infamie. Eh ! qui donc sait mieux que le pouvoir lui-même s'affranchir de la règle et plier la morale à ses vues ? Qui sait mieux verser le poison dans toutes les veines du corps social, et pratiquer l'intrigue et la mauvaise foi ? Sans doute la politique a d'autres moyens de réussir ; elle peut employer plus efficacement encore l'honneur et la vertu ; mais cette recette, le pouvoir ne l'appliquera jamais de son plein gré.

Ainsi, par exemple, s'il est vrai qu'une bonne et solide instruction soit le premier

besoin des hommes en société, quelle idée nous ferons-nous de l'odieuse tactique qui laisse croupir dans l'ignorance les classes laborieuses? Que penser d'un gouvernement qui redoute moins l'abjection des peuples, que d'avoir affaire à leur intelligence? Je ne m'étendrai pas sur un malheureux système d'abrutissement dont chacun peut apprécier les suites funestes; mais c'est par le propre état des études, c'est par ce qui se passe au cœur même de l'enseignement, que je veux montrer d'abord la trahison du pouvoir. Je ne puis appeler d'un autre nom le monopole qu'il fait de l'instruction publique, et sa lâche condescendance pour des rhéteurs de parade dont nous payons si cher l'inutile célébrité. N'est-il pas le complice de tous ces pédants de collège, de tous ces ambitieux de Sorbonne, qui, désertant leurs propres chaires, les ont abandonnées à de misérables

doubles ¹ dont il faut que se contente aujourd'hui la jeunesse trahie? N'est-ce donc pas le gouvernement qui, trop heureux de pouvoir compter sur la rare flexibilité de leur caractère, a permis qu'ils interrompissent leurs leçons pour courir après les charges et les honneurs? La tête leur a tourné; et c'est à qui d'entre eux sera maintenant conseiller d'État, ministre, ambassadeur, pair de France ou député. Comme si le modeste professeur qui s'occupe de former des citoyens pour l'État, ne méritait pas autant de sa patrie que

¹ Il n'y a que peu de jours encore que, pour justifier l'abus des suppléants, le ministre de l'instruction publique répondait à d'honorables députés que, *s'il n'y avait pas eu de suppléants, des talents nouveaux n'auraient pas été mis en lumière*. Puis, avec ce sentiment exquis des bienséances qui ne l'abandonne jamais, M. Cousin ajoutait : *Les hommes les plus distingués de l'enseignement n'auraient pas pu se faire connaître, ET JE ME CITERAI MOI-MÊME !* La sottise peut dire de pareilles choses; mais elle ne les dit qu'où il n'y a plus d'opinion publique pour en faire justice.

celui qui siège au Luxembourg ou fait des lois au Palais-Bourbon !

Cependant, il reste assez de cours importants à suivre, pour que nous puissions prendre d'abord une idée juste de ce qui se passe dans l'enseignement. Parcourez nos écoles, assistez à toutes les leçons, et vous ne tarderez pas à vous convaincre que la science parmi nous est à l'état d'athéisme. Vous verrez qu'elle ne se croit profonde qu'autant qu'elle décrie les traditions anciennes; qu'autant qu'elle insulte ces dogmes sacrés qui sont la source des plus sublimes devoirs. Ainsi, aux abominables doctrines que laisse répandre l'université, on est obligé de reconnaître la corruption même du remède; et, en effet, un peuple qui rompt avec toutes ses croyances ne saurait longtemps conserver de bons et salutaires enseignements. Pour tout dire, la guerre que dans les hautes études on paraît avoir déclarée à la morale

et au bon sens, nous fait vivement regretter que ce qu'il y a encore de chaires en réputation ne soient pas, ainsi que les autres, déjà veuves de leurs professeurs.

Au surplus, rien ne prouve mieux jusqu'où va l'esprit de licence du corps enseignant, que l'audace avec laquelle ceux-là qui prétendent encore se défendre d'être matérialistes osent attaquer en face le christianisme et ses dogmes. Comme il n'y a pas de sottise que ne se soit chargé d'accréditer l'enseignement, on peut aussi le regarder comme une des sources où le romantisme a puisé son indigne tolérance pour le crime. Il faut lui faire honneur en partie de la mauvaise justice que l'on rend de notre temps, et du trouble qu'ont porté dans la conscience des jurés ses savantes folies ¹.

¹ Cette phrénologie, si mal expliquée dès le principe; cette science du cerveau, si profondément immorale par l'application qu'en ont faite les romantiques, n'est-elle

Vous rencontrerez le mauvais enseignement jusque dans la solennité des funérailles. Vous le trouverez dans les inscriptions de la tombe et dans ces éloges en plein vent, que l'on ne prodigue à ceux qui en sont le moins dignes que pour s'encourager à suivre soi-même la route d'infamie qui les a menés d'abord aux richesses et aux honneurs. Car c'est par de pareils exemples, par des leçons de mensonge et d'hypocrisie, que nous avons remplacé les jugements solennels que l'Égypte prononçait sur ses morts. Nos mœurs à nous sont moins rudes, nous sommes d'une humeur moins farouche ; et l'on ne saurait peut-être citer un misérable de quelque renom,

pas une véritable justification du crime par la fatalité, et le prétexte, sinon le motif, des plus révoltantes absolutions ?

Enfin ne trouve-t-on pas dans ce dogme de M. Cousin de la *raison individuelle* mise à la place de la *raison publique*, la plus misérable des erreurs qui puissent amener la décadence d'un peuple ?

dont nos éloges et d'éclatants témoignages de reconnaissance publique n'aient pompeusement scellé le tombeau. Que le peuple apprenne donc pour son éducation que dans un certain rang on est toujours honnête homme, que l'on peut comme ministre, comme ambassadeur, comme chef de nos armées ou de nos administrations, s'abandonner impunément à tous les désordres et commettre tous les crimes. Qu'il sache que l'on peut vendre sa patrie, ruiner le trésor, se faire un jeu de la trahison et de l'assassinat, sans en être ni moins grand ni moins honoré !

Il faut le dire, on ne saurait tout ensemble flatter les vices et sauver l'Etat. D'absurdes ménagements et une hypocrite indulgence sont précisément ce qui met aujourd'hui la France en péril. Tout blâme offense nos esprits délicats ; les plus justes reproches passent pour des injures ; et le bon ton, qui ne permet plus de rien prendre

au sérieux, se révolte d'abord contre ce qu'il appelle dédaigneusement des personnalités. Mais, que l'on ne s'y trompe pas, c'est le vice accordant protection au vice; c'est la fausse délicatesse d'une société corrompue, mettant au-dessus des règles éternelles de la morale ses petites bien-séances de salon et son goût dépravé.

Observez les hommes que l'on appelle aux affaires publiques, ceux qui depuis longtemps emportent la préférence, et dites s'il n'y a pas dans les choix que fait le pouvoir tout un enseignement de corruption. Sa main exercée manque-t-elle jamais de tomber sur quelque intrigant pour l'affubler de la livrée politique? N'est-ce pas aux plus vils instincts de cet homme, n'est-ce pas à sa perfidie toujours croissante qu'on le reconnaît pour un homme d'Etat? Dès lors son air capable et hautain vous apprend qu'on ne peut plus se passer de lui; et le nez au vent et flairant les com-

plots, il juge de l'opportunité des trahisons, se fait des amis parmi les conspirateurs, étouffe ou sert à propos la révolte, et n'a plus besoin, à chaque gouvernement qui change, que de changer lui-même sur son collier le nom et les armes du maître.

Il peut cependant arriver que l'homme auquel on a donné de si bonnes leçons quitte, pour courir à la fortune, les voies détournées, mais toujours sûres, de la légalité constitutionnelle. Or, je ne sais rien de plus curieux que la manière dont se conduit le gouvernement avec les fonctionnaires qui ont ainsi compromis leur autorité. Ce qu'il fait dans ce cas pour réparer le mal ressemble à tous les remèdes politiques de l'époque : c'est un nouveau scandale que l'on ajoute à tant d'autres, c'est une insulte de plus qu'on jette à la face de la nation. Car, s'il faut le dire, le pouvoir, dans sa feinte sévérité, ne songe qu'à éluder la punition que méritent les coupables ; et,

toujours prêt à achever la fortune des siens, il ne les ôte d'une charge, où ils ont forfait, que pour leur en donner une meilleure, et les porter encore plus haut. Combien de grands personnages occupent aujourd'hui le premier rang, dont la rapide élévation n'a pas une autre cause !

Et lorsque nous voyons autour de nous tant de choses tomber dans l'avilissement, n'est-ce pas le dernier comble du malheur de n'en pouvoir excepter même cette redoutable puissance de la presse, que l'on regardait jusque-là comme un remède héroïque destiné à combattre tous les fléaux de l'humanité ? Où sont les bienfaits que nous lui devons ? Quels maux a-t-elle prévenus ? Quelles intrigues, quels complots a-t-elle déjoués ? Ce que l'on a dit de la langue de l'homme, on le peut appliquer encore à la presse ; on peut dire qu'elle est la meilleure et la pire chose qui soit au monde. Mais, de ce qu'un peuple qui con-

serve ses mœurs en aura fait un instrument de sagesse et de vertu, s'ensuit-il que nous la devions louer dans le cas contraire, lorsqu'elle célèbre le vice, et fait aller à tire-d'aile la corruption ? Outre ce déluge de productions infâmes dont la France est inondée, nous l'accusons encore de l'espèce de vie politique qu'elle a donnée à une foule d'aventuriers, nés sous sa protection et redevables de leur crédit à ses bons offices ¹. Continuellement dupe de tous les semblants de patriotisme et de dévouement qui sont la fausse dévotion de ce siècle, la presse ne suffit déjà plus à

¹ Et notez qu'il ne s'agit ici ni de la presse *subventionnée*, ni de cette école littéraire des fonds secrets qui se trouve comme placée entre le bague et l'Académie. On ne parle point de ces écrivains à gages, dont la principale affaire est de prodiguer des éloges aux ministres, gens d'honneur apparemment comme ceux qui flattent leur vanité ; de ces écrivains auxquels on peut indifféremment commander un article de journal, une pièce de vers ou un rapport de police.

démasquer les hypocrites dont elle a fait la réputation ; et le soin même qu'elle apporte à rectifier ses jugements, ne sert encore, il faut bien le dire, qu'à augmenter nos perplexités et notre aveuglement. Et cependant, telles sont les misères de notre situation, que, malgré tous ses torts, nous ne balançons pas à regarder cette presse indigne et profanée comme le dernier boulevard de nos droits, et le seul garant que nous ayons de la liberté individuelle. Je ne veux, pour preuve des services qu'elle nous rend, que la manière dont elle tient en respect le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, on peut déjà prévoir le moment où, la corruption gagnant encore du terrain, nous assisterons aux derniers efforts de la presse libre et désintéressée. A ne considérer même les choses que de ce point de vue, que n'a-t-on pas fait depuis un certain temps pour restreindre son utile censure, et l'empêcher de fouiller

la vie de l'homme public, qu'il nous importe à tous de connaître ! C'est pour enlever à la presse le plus noble droit qu'elle puisse exercer, que l'on a mis à l'abri de ses coups le crime heureux et triomphant, et qu'on lui défend aujourd'hui de porter la lumière sur cet assemblage de bassesses et de forfaits que l'homme d'État peut désormais cacher au fond de sa vie comme en un impur cloaque. C'est enfin contre elle, et pour rassurer ceux qui se partagent les douceurs du pouvoir, que l'on a rendu ces lois exorbitantes, qui interdisent la preuve des faits, et ne permettent plus d'éclairer l'opinion publique. Aux yeux de la justice, la vérité maintenant est sœur de la calomnie.

C'est une chose de fait, qu'il n'est aucun des remèdes que l'on peut employer à la conservation du corps social, qui n'ait déjà perdu parmi nous une bonne partie de sa vertu. Personne ne l'ignore ; et peut-être

que pour y suppléer, on compte beaucoup trop sur le hasard. Peut-être mettons-nous une trop grande confiance dans cette ardeur des passions révolutionnaires qui nous fit jadis opérer tant de prodiges. Pour nous, le temps des opinions sincères est passé ; nous nous soucions peu maintenant des principes, nous n'aimons que ce qui sent le mensonge et la comédie. Ce qu'il nous faut, ce sont des apparences, ce sont des images trompeuses. Ainsi nous avons le système représentatif, mais point de représentation nationale ; nous avons la théorie de la responsabilité, mais point de ministres responsables ; le dogme de l'équilibre des pouvoirs, mais point de balance qui les égale. On dit que nous n'avons plus de maître, que la loi seule gouverne ; et sans cesse la loi plie sous la volonté d'autrui. Que si de dégoût ou de désespoir on vient à se jeter dans de nouveaux bouleversements, ce sera vraisemblablement

blement encore une crise à pure perte, une catastrophe tout aussi morale que les autres. Il ne faut pas, dans l'état où la France est tombée, confondre les longues et terribles convulsions de son agonie avec l'enfantement glorieux d'une révolution.

Il est vrai que pour se rassurer sur l'avenir on oppose à ces tristes symptômes de décadence l'inaltérable valeur de nos soldats, ce constant amour de la gloire qui les grandit encore au milieu de la corruption générale. Mais n'est-ce pas une remarque de Montesquieu ¹, que dans Rome « les « vertus guerrières restèrent après qu'on « eut perdu toutes les autres. » Or, qu'on le puisse dire de nous comme on l'a dit des Romains, cela ne prouve pas que notre condition en soit meilleure; mais seulement que le mal qui emporte les États se reproduit à peu près partout avec les

mêmes circonstances, s'attaque d'abord aux principales vertus, et provient éternellement des vices de ceux qui possèdent les richesses et le pouvoir.